

# Paul Dungler, le "franciscain" de Thann

## 1. Fondateur de la 7e Colonne d'Alsace

Le seul Alsacien « franciscain » (titulaire de la francisque gallique) était à Thann un fabricant de machines pour l'industrie textile, farouche militant anti-communiste et anti-autonomiste de *L'Action française*, passé à la *Cagoule*, puis à la résistance anti-allemande grâce à des fonds personnels du maréchal Pétain. Ironie de l'histoire, cet ultra du nationalisme français tenait à ce que son réseau, la *7e Colonne d'Alsace*, reste strictement alsacien, ce que de Gaulle ne pouvait accepter. Il est donc doublement proscrit du résistancialisme officiel, à l'exception d'une brève réhabilitation en 1960.

### A l'instar de Jacques-Yves Mulliez

Son cas n'est pas sans similitude avec la figure de proue des vichysto-résistants, Jacques-Yves Mulliez, de la lignée des industriels textiles roubaisiens reconvertis vers 1960 dans la grande distribution (groupe Auchan). Ce dernier était lui aussi, en effet, un militant de la droite ultra et chrétienne. Mobilisé en 1939 comme sous-lieutenant de chasseurs alpins, il est fait prisonnier, mais réussit à s'évader fin juin 1940. Il se rend ensuite à Vichy pour trouver le moyen de reprendre le combat contre l'occupant. Le 2e bureau de l'Armée de l'armistice lui propose alors de retourner en zone interdite, puisqu'il en venait, pour y constituer, après une formation ad hoc, un réseau de renseignements militaires. Mulliez renoua alors également avec le colonel Groussard, un cagoulard qu'il connaissait d'avant-guerre et qui lui demanda d'essayer de former des corps-francs dans le Nord.

Lui-même eut aussi l'idée de créer un journal clandestin, sur le modèle de *L'Oiseau de France* édité à Lille en 1915-1916. Il pourrait ainsi se procurer des contacts pour son réseau et ses corps-francs. Le colonel Groussard lui remit donc également des fonds pour ce dernier projet.

Jacques-Yves Mulliez retourna donc à Tourcoing à la mi-septembre 1940. Pour sa couverture, il se fit directeur d'un centre d'apprentissage. Mais tous les deux mois environ, il revenait à Vichy, porter les renseignements collectés. Il monte aussi un service de faux papiers et lance son journal *Les Petites Aïles*, dont la fabrication à 5-600 exemplaires est assurée par des Jésuites lillois et la diffusion par d'anciens chasseurs et des scouts.

Mais en juin 1941, l'arrestation d'un membre de son réseau l'oblige à se réfugier en zone libre. Il devient alors inspecteur général des *Compagnons de France*. Puis, sous une nouvelle identité, directeur technique d'une cimenterie. Il renoue des contacts à l'école des cadres d'Uriage et aux *Chantiers de jeunesse*. A l'automne 1943, enfin, il rejoint un maquis gaulliste des MUR (*Mouvements unis de résistance*) et finit la guerre en combattant<sup>1</sup>. Il le raconte dans « *Ma guerre secrète. Résistance, pétainisme et presse clandestine* »<sup>2</sup>. Il décéda le 2 novembre 2015 à Villeneuve d'Ascq à l'âge de 97 ans.

### La guerre, la débâcle

L'anti-communisme farouche qu'il avait en commun avec Paul Dungler, 38 ans en 1940, s'explique sans doute par les menaces que faisait peser la surenchère revendicative des syndicats d'inspiration marxiste sur l'industrie textile, activité de main d'œuvre à bas salaires par définition. Le Thannois avait ainsi animé la section locale des *Camelots du Roi*, forte de 200 hommes, ouvriers pour la plupart. Léon Daudet, qui l'avait remarqué, écrit de lui en 1930 : « *Ce jeune Alsacien ira loin, car il a le feu qui entraîne et la précision qui fixe.* »

Après la dissolution de la section thannoise de *L'Action française*, en janvier 1936, il avait fondé l'*Alliance royaliste d'Alsace*<sup>3</sup> et s'était présenté sous cette étiquette aux élections de mai 1936, man-

quant de peu de remporter le 2e tour avec 3 274 voix, contre 1 500 en 1932. Catholique ardent, adversaire des communistes autant que des autonomistes germanisants, il ne pouvait que suivre la *Cagoule*, scission putschiste de *L'Action française* opérée en décembre 1936. « *Batailleur, amant de l'action et de la vie téméraire* »<sup>4</sup>, il avait « *la voix puissante* »<sup>5</sup> mais s'exprimait en alsacien dans ses meetings.

A la déclaration de guerre, son entreprise est réquisitionnée pour la défense nationale et repliée avec son personnel dans le Périgord<sup>6</sup> 7. Mais lui-même, comme il l'a raconté à Charles Bené, est alors resté à Thann pour travailler au renforcement des ouvrages de la ligne Maginot. Le 15 juin 1940, cependant, vers 18 h, toutes les défenses étant rompues, il lui fallut prendre la fuite au volant de sa voiture, avec sa famille et tout ce qu'il avait été possible d'y charger. Il prit la direction du sud, « *entre deux camions militaires d'un convoi poussif sans fin* ». Il épuisa ses réserves d'essence à Basse-en-Chandesse (Puy-de-Dôme), près d'Issoire, où il resta donc bloqué près de six semaines<sup>8</sup>.

Lorsqu'il apprit la demande d'armistice le 17 juin à Clermont-Ferrand, sa réaction immédiate a été de dire à des Alsaciens : « *Maintenant la vraie guerre commence pour moi.* » Il connaissait le travail clandestin. Sa première idée était de ne pas refaire l'erreur des optants de 1871, de ne pas abandonner le pays. Ce n'était pas le courage qui le guidait, mais la foi<sup>9</sup>. Dungler apprit de plus que l'entourage du maréchal Pétain à Vichy était composé presque exclusivement de militaires d'extrême-droite et de cagouleurs. Il était certain d'y retrouver des amis. Mais il ne put s'y rendre qu'aux alentours du 20 juillet.

## Vichy Premiers contacts

« *J'y rencontrai beaucoup de sceptiques*, dit-il à son autre biographe, le publiciste Jacques Laurent, autre cagouleur. *Un seul homme ne me désapprouvait pas et entraînait dans mes vues, Gabriel Jeantet, ce grand Français. Il m'aida à établir un plan d'action. Son rôle parmi nous fut capital.* »<sup>9</sup> C'était lui aussi une vieille relation de la *Cagoule*<sup>10</sup>.

Mais c'est le récit de ces journées donné par Dungler à Charles Bené qui est le plus circonstancié. « *A Vichy, lui dit-il, je trouvais de nombreuses connaissances, relations politiques essentiellement, parmi lesquelles mon vieil ami Gabriel Jeantet, qui occupait un poste de chargé de mission auprès du cabinet du Maréchal. Je lui exposais mes idées sur la conduite à tenir après l'armistice : nous n'avions pas le droit de sombrer dans l'attentisme. Dès maintenant, nous devons organiser notre lutte clandestine contre l'occupant. Gabriel Jeantet s'associa spontanément à mon projet de résistance.* »

Plusieurs dispositifs de camouflage avaient d'ailleurs déjà été échafaudés. Dès le début de juillet 1940, le 2e bureau de l'armée, dissous sur ordre des Allemands, s'était ainsi réorganisé en un service clandestin de renseignement. Tous ses officiers et sous-officiers du cadre de carrière avaient été reclassés, sous le couvert de l'administration du *Génie rural*, dans un service dit des *Travaux ruraux*, basé à Marseille sous la direction du colonel Louis Rivet, ancien chef de la section SR, et du capitaine Paul Paillole, son adjoint. Avec l'aval du général Weygand, alors ministre de la guerre, sera également créé en octobre 1940 un *Service des menées antinationales*, officiellement appelé à combattre les menées antinationales dans l'Armée de l'armistice, mais servant en réalité de couverture à l'ancien 5e bureau (contre-espionnage) du temps de guerre. Ce service aura son siège à Vichy, avec des antennes dans chacune des 8 régions militaires maintenues en zone libre.

Dungler, qui n'ignorait rien de la ré-annexion à marches forcées de l'Alsace par le IIIe Reich, jugea toutefois que sa place était à Thann, et non pas sur les bords de l'Allier. Jeantet l'aida donc à préparer son retour et à définir un plan d'action en liaison avec la zone libre. Avant de partir, Dungler alla également trouver son vieil ami de Sélestat **Paul Demange**, alors directeur du personnel au ministre de l'intérieur à Vichy et futur préfet gaulliste de Strasbourg. Ce dernier, par contre, lui déconseilla de retourner chez lui, car il y était trop bien connu<sup>8</sup>.

Dungler partit néanmoins le soir même avec des Alsaciens déplacés qui voulaient rentrer également<sup>9</sup>, mais en laissant sa famille à Lyon. Arrivé à Thann le 25 août, il prend aussitôt des nouvelles de son grand ami mulhousien Paul Winter, directeur de l'usine Tissage de Bourtzwiller, qui approuva sans hésiter son plan de résistance. A Colmar, il retrouve plusieurs autres amis politiques, qui à leur tour adhèrent à son plan, plus d'autres encore de Ferrette à Wissembourg. A St-Amarin, il renoue aussi avec son vieil ami Marcel Kibler, autre démobilisé rentré<sup>8</sup>. « *En quelques semaines, dit-il, l'Alsace était noyautée.* »<sup>9</sup>

Chef d'escadron d'artillerie de réserve, Kibler était d'ailleurs déjà « *honorable correspondant* » des SR français. Il avait repris son poste d'ingénieur textile à St-Amarin pour ne pas laisser la place libre aux Allemands et leur opposer une résistance organisée. C'est donc à St-Amarin, dans le bureau de direction de l'usine du Breuil, que Dungler et Kibler ont fondé le 5 octobre 1940, avec Paul Winter et Jacques Léonard, le réseau dit la *7e Colonne d'Alsace*<sup>7</sup>. Kibler avait d'abord proposé le nom de 6e colonne, en référence à la 5e colonne allemande qui avait infiltré la France jusqu'à la guerre. Mais « *Dungler a tranché : Je préfère le 7, dit-il. C'est un chiffre qui m'a toujours porté chance.* »<sup>11</sup>

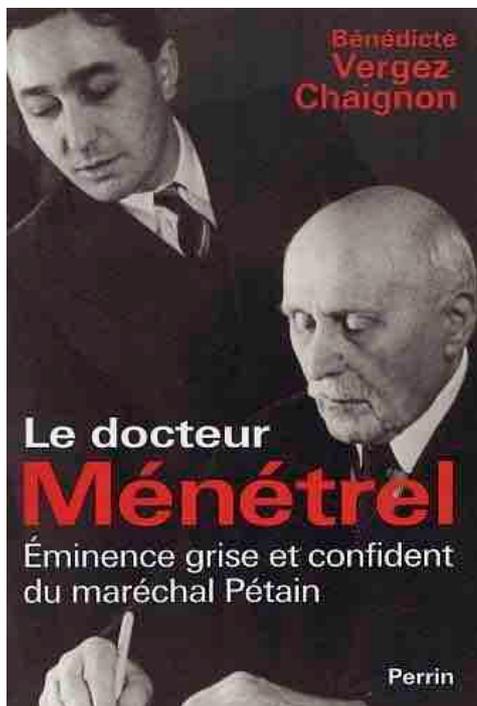
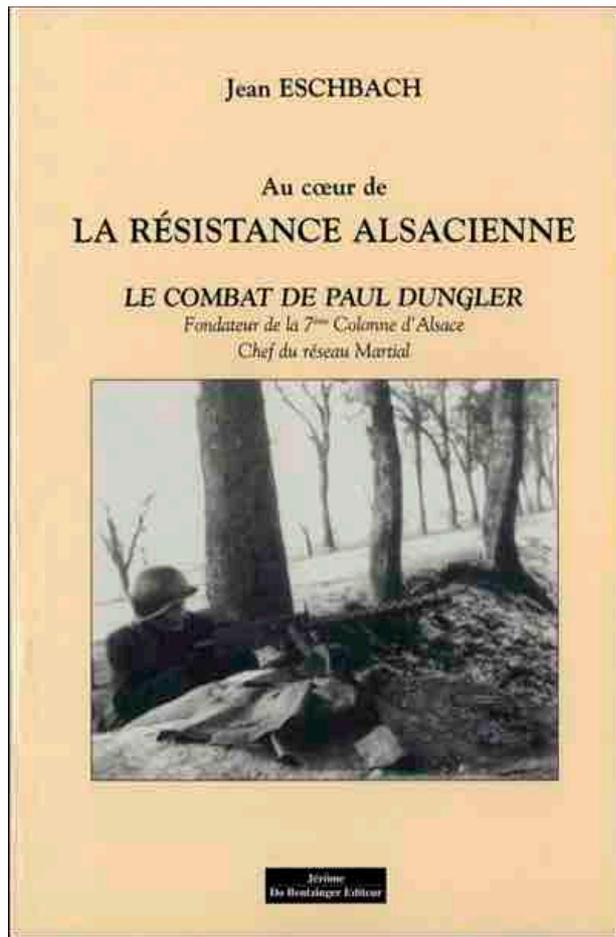
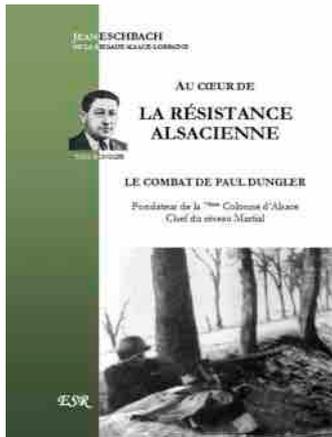
« *J'étais convaincu que le Créateur ne pouvait abandonner la France, dira Dungler par la suite. J'avais foi dans la Providence, mais je pensais qu'il fallait tout de même l'aider. Il nous fallait combattre. Pendant deux mois, du 1er septembre 1940 jusqu'à la fin novembre, je sillonnai toute l'Alsace afin de créer une organisation de cadres dans toutes les localités. Je n'étais habilité par personne pour tenir ce rôle. Je pris mes responsabilités à titre personnel... A tort ou à raison, je me considérais comme le seul homme représentant la puissance française en Alsace.* »<sup>12</sup>

La *7e Colonne* sera organisée, à l'instar de la *Cagoule*, en cellules de 2-3 personnes, avec des agents de liaison et des groupes de sympathisants. Ses tâches : réunir des renseignements d'ordre militaire et économique, puis les transmettre au SR de l'Armée de l'armistice ou à la Grande-Bretagne. Par contre, son intention n'était pas, au début du moins, d'aider l'évasion de prisonniers, car leurs bavardages pouvaient compromettre la sécurité de tous. Une fois arrivés en zone libre, disait Dungler, ils « *racontaient tout ce qu'on voulait* »<sup>12</sup>. Nous avons ainsi mis en place, complète Kibler, « *une organisation horizontale par groupes de 4 ou 5, qui ne se connaissent pas entre eux. Formation remarquable qui nous a servi énormément par la suite.* »<sup>11</sup>

Fin novembre 1940, ajoute Dungler, « *pratiquement toute l'Alsace était organisée de la façon suivante. Selon l'importance de la localité et le nombre de membres sur lesquels je pouvais compter, il fut créé une ou plusieurs cellules s'ignorant entre elles. Seul un agent de liaison particulièrement sûr et dynamique assurait la liaison entre les cellules et les localités. A l'échelon supérieur, un autre assurait la liaison avec le chef de cellule. Chaque cellule avait ce que nous appelions une clientèle, composée de 25 personnes sélectionnées, qui ne devaient rien connaître de l'organisation. Cette clientèle devait former des groupes de combat.* »

A Louis Noguères, président de la Haute cour de justice à la Libération, Dungler révélera même que ses affidés lui « *jurèrent obéissance et discrétion absolue sur les trois couleurs* ». En contre-partie, il s'engageait envers eux « *à ne jamais utiliser l'organisation dans un but politique ou partisan ou de classe. Je plaçais l'organisation sous l'autorité et le commandement en chef de la France qui libérera l'Alsace.* »<sup>3</sup>

Impressionné, le chef des communistes thannois serait alors allé trouver Dungler, son adversaire, à la mi-novembre 1940, pour mettre ses propres militants à la disposition de la *7e Colonne*. « *Avec une loyauté inouïe, commente Dungler, ils ont fait la preuve que leur patriotisme l'emportait sur leur idéologie.* » Dungler avait d'autre part déconseillé aux jeunes Alsaciens en âge de porter les armes de se réfugier en France pour ne pas renouveler les erreurs de 1871. Il devait le regretter par la suite, car ces jeunes gens seront enrôlés dans la *Wehrmacht*. Dès novembre 1940, Dungler, à ce qu'il prétend, était aussi informé par un Allemand, également fabricant de machines textiles, que Berlin avait déjà pris la décision d'attaquer la Russie<sup>12</sup>.



Gabriel Jeantet

## Retour à Lyon

Le 9 décembre 1940, cependant, comme il avait refusé de signer la déclaration de fidélité au *Grand Reich*, Kibler est expulsé. Le même jour, Dungler est prévenu par deux voies différentes qu'il allait être arrêté le lendemain pour être également expulsé, voire même envoyé à Dachau.

Ce matin-là, dès 5 h, après avoir laissé la direction du réseau à Paul Winter<sup>7 12</sup>, il partit donc pour Lyon, via la Suisse, avec sa voiture, accompagné de son ami (Laurent ?), directeur des *Usines de traitement chimique des textiles* de Pfastatt (qui disposait d'un laissez-passer permanent) et d'un autre Thannois menacé. Laurent les laissa à Arbois, près de la ligne de démarcation.

Dungler rejoint alors Lyon, où il retrouve sa famille et nombre d'amis politiques. Il rédige deux rapports, l'un sur la situation en Alsace et l'action à y mener, l'autre sur la situation en Allemagne, rapports que le 27 décembre, il présente au **général Frère**, alors gouverneur militaire de Lyon et commandant de la 14e région militaire, la plus importante de la zone restée libre, car il avait la mission de préparer secrètement l'Armée de l'armistice à la revanche. Dungler avait fait sa connaissance comme gouverneur militaire de Strasbourg en 1938-1939<sup>3</sup>. Bernard Reumaux avance même qu'ils se connaissaient depuis une dizaine d'années<sup>13</sup>. Frère aurait-il été lui aussi de la *Cagoule* militaire ?

Frère lut les deux textes, puis lui dit : « *Vous êtes le premier qui voit la situation sous son angle véritable. Je suis cent pour cent avec vous. Mais ici, personne ne vous suivra, hélas ! Revenez après-demain, vous ferez votre exposé à l'état-major de la région militaire.* » Ce matin-là, à 9 h, il fit ainsi face à « *une quinzaine d'officiers allant du général de division au commandant* ». Il lut ses deux textes. Une libre discussion s'engagea, qui dura quatre heures. Dungler fut d'abord traité d' « *illuminé* »<sup>12</sup>. Il sut convaincre néanmoins.

« *Vous avez la foi, vous êtes un gonfleur d'hommes*, lui dit le général Frère. *Je vous fais confiance.* » Il lui donna une liste d'officiers à rencontrer à Vichy, Clermont-Ferrand, Valence et quelques autres villes. « *Vous les verrez de ma part. Vous allez leur dire la nature du combat à mener et que je compte sur eux.* » « *C'est ainsi qu'a commencé ma carrière de pèlerin de la résistance* », commente Paul Dungler<sup>9</sup>.

## A nouveau avec Gabriel Jeantet

A Vichy, Frère lui aurait recommandé de rencontrer en particulier les colonels Rivet et Paillole, chefs des services de renseignement et de contre-espionnage de l'Armée de l'armistice<sup>14</sup>. Il s'y rendit le 13 décembre. Mais c'est son vieil ami Jeantet qu'il alla voir en premier au siège de l'*Amicale de France*, dont il était devenu le secrétaire général.

C'était une association privée, un centre d'études et d'entraide professionnelles et sociales, logé 11, rue Alquié, entre l'*Hôtel du Parc* et l'Allier. Ses statuts avaient été déposés à Marseille le 10 novembre précédent. En réalité, sous son apparence anodine, elle entendait recruter une élite refusant toute concession aux Allemands. Dungler finira par siéger à son comité directeur. « *Pendant quatre ans, dit-il, cette maison a été ma maison et celle de la 7e Colonne. Elle assurait des liaisons à Vichy. Jeantet est parvenu à me remettre régulièrement des fonds importants. Il m'a fait rencontrer Pétain* » via le Dr Bernard Ménétrel, le médecin et secrétaire particulier du Maréchal<sup>9</sup>.

**Gabriel Jeantet** avait alors 34 ans. Ancien employé des *Huiles Antar* de Pechelbronn et frère de Claude, le rédacteur en chef de *Je suis partout*, il s'était chargé de fournir des armes à la *Cagoule* par achats et contrebande. L'enquête de police diligentée contre cette dernière par Marx Dormoy, le ministre de l'intérieur de Léon Blum, l'avait obligé à se réfugier en Espagne, mais il rentra en France à la déclaration de guerre. Après une détention préventive de novembre 1939 à janvier 1940, il avait servi comme caporal dans la 11e compagnie du génie de la 4e Division cuirassée de réserve (DCR) du colonel de Gaulle. Démobilisé, il était accouru fin juillet 1940 à Vichy, où il retrouva d'anciens compagnons, dont Eugène Deloncle, le fondateur de la *Cagoule*, « *qui se cherchait un destin* ». Mais Jeantet préféra tout miser sur le Dr Ménétrel<sup>1</sup>.

Jean-Raymond Tournoux le décrit comme un « *grand garçon intellectuel, très oxfordien* »<sup>15</sup>. Et Pierre Péan, comme un « *perpétuel comploteur (qui) reçoit et aide les résistants de la Cagoule et favorise les menées anti-allemandes.* » Le Dr Ménétrel lui avait procuré une fonction de chargé de mission au cabinet du Maréchal et lui permit de créer *Les Editions de l'Etat nouveau*, qui publie *France, revue de l'Etat nouveau*. François Mitterrand, futur président de la République, y racontera sa captivité en Thuringe. Il avait fait la connaissance de Jeantet à Vichy par l'intermédiaire du charentais Simon Arbellot de Vacqueur, qui, ancien journaliste au *Temps* et au *Figaro*, était passé en octobre 1941 directeur des services de presse de Vichy à la demande du Dr Ménétrel<sup>16</sup>.

Dungler devait également rencontrer à Vichy le colonel Croutzet (du *Bureau de Documentation et de Propagande*, autre officine patronnée par le Dr Ménétrel) ainsi que le colonel Touzet du Vigier, chef du 3e bureau (opérations) de l'état-major de l'Armée de l'armistice, futur chef de la 1e DB de l'armée de Lattre, libérateur de Mulhouse et premier gouverneur militaire de Strasbourg à la Libération. Fin décembre, Touzet du Vigier lui dira, après une longue discussion : « *Bon, faites savoir à Frère que je marche.* »

Dungler rentra donc à Lyon, et comme on était fin décembre, il fut convié à la réception offerte pour le Nouvel An par la rédaction de *L'Action française*, alors installée 66, rue de la République (2e arr.), où il put d'ailleurs exprimer les « *sentiments* » des Alsaciens<sup>7 9</sup>.

## L'entretien avec le maréchal Pétain

Mais il manquait d'argent. Fin février 1941, il retourna donc à Vichy pour demander à être reçu par le Maréchal. Son ami Jeantet le recommanda au Dr Ménétrel, son chef de cabinet particulier. Celui-ci s'en ouvrit d'abord au général Laure, le chef du cabinet militaire, puis lui ménagea une audience, qui eut lieu le 23 février, mais sans témoin.

Dungler a raconté cette rencontre : « *Le 23 février 1941, le Dr Ménétrel m'introduisit auprès du chef de l'Etat, à qui il dit : Monsieur le Maréchal, voici l'homme dont je vous avais parlé. Le Maréchal a demandé de nous laisser seuls. Il m'écouta sans rien dire. Je lui avais dit : Monsieur le Maréchal, voilà qui je suis et voilà ce que je fais. Je lui expliquai que je créais une organisation de combat en Alsace...* »<sup>12</sup>

Au passage, Dungler pria également le Maréchal de dénoncer les violations de la convention d'armistice que les Allemands ne cessaient de commettre en Alsace<sup>13</sup>. Celui-ci en reconnut la réalité, mais refusa de faire plus. « *Non, je ne peux pas vous suivre*, dit-il fermement. *J'ai signé l'armistice et je dois honorer la signature. Au bout de cinq à dix minutes, il se radoucit et me dit : « Trêve de plaisanterie, parlons sérieusement maintenant. Je vois que j'ai affaire à un Alsacien de la vieille école, à un homme sûr en qui on peut avoir confiance et sur lequel on peut bâtir comme sur du roc. »*

Outre d'argent, Dungler avait aussi besoin de facilités de circulation pour mieux coordonner son réseau et que la police le laisse en paix<sup>12</sup>. Avez-vous une façade, demanda Pétain ? Monsieur le Maréchal, dit Dungler, un des membres de mon organisation, expulsé d'Alsace, est à l'*Office du textile*. On a découvert une fibre très utilisable, le genêt, et mon ami m'a fourni pour moi et mon chef d'état-major des cartes d'inspecteur des plantations de genêt. Ma présence est donc justifiée partout, parce que le genêt pousse presque partout. Ah ! mais c'est formidable, s'exclama le Maréchal et, appuyant sur un bouton, il appela le Dr Ménétrel.

« *Bernard, lui dit-il, il y a une question très importante pour la France : elle a un besoin urgent de textiles de remplacement. Désormais, nous favoriserons la prospection du genêt. Faites délivrer à notre ami une carte de circulation renouvelable tous les trois mois. Il s'occupera de la prospective des plantations industrielles de genêts et de l'étude de l'utilisation industrielle de cette plante dans la fabrication d'un textile synthétique. Faites-lui remettre également 500 000 F pour l'aider à chercher le genêt. Et s'il a encore besoin de fonds, n'oubliez pas qu'il faut soutenir le genêt.* »<sup>14</sup>

Pour Marcel Kibler, cette soudaine générosité a une explication toute simple : « *Le Maréchal n'avait confiance en personne, sauf peut-être en nous, les Alsaciens-Lorrains, qui ne seraient jamais collaborateurs.* »<sup>14</sup> Puis se tournant vers Dungler, Pétain avait ajouté : « *Mon gouvernement et mes services sont truffés de mouchards et d'agents à la solde des Allemands. Je manque d'informations sûres sur ce qui se passe en Alsace et en Allemagne. Je crois que je peux avoir confiance en vous.* »<sup>9</sup> Il lui demanda donc de lui en fournir régulièrement. Dungler lui promit un rapport tous les mois, qu'il lui ferait parvenir par le Dr Ménétrel.

Incidentement, Pétain lui demanda aussi s'il était en rapport avec Londres. Sans révéler le contact que son réseau avait déjà réussi à établir avec le 2<sup>e</sup> bureau des Français Libres, Dungler dit que oui<sup>9</sup>. Il s'engagea donc à lui faire parvenir également chaque mois un résumé des renseignements que son réseau transmettait à Londres<sup>12</sup>. Ce qui sera tenu<sup>9</sup>.

Ainsi donc, Dungler obtint-il une carte signée du Maréchal, qui lui permettait, à lui, puis à Kibler, de circuler librement pendant trois ans et demi en zone sud, jours fériés et non fériés<sup>12</sup>, avec des ordres de mission officiels délivrés par le *Comité général d'organisation de l'industrie textile - Direction des fibres nouvelles*, 58, rue de la Boétie, Paris<sup>9</sup>. Par contre, pour ce qui était de la police, le Maréchal précisa : « *Je ne suis malheureusement pas maître. S'il devait vous arriver malheur, essayez de me prévenir, je ferai l'impossible pour vous en tirer.* »

Charles Bené ajoute que le réseau Dungler reçut alors également du BCRA (*Bureau central de renseignement et d'action*) de Londres une somme de 200 000 F versée en plusieurs fois. Mais de ce double financement, rien ne serait jamais parvenu en Alsace<sup>8</sup>.

## Consolidation de la 7e Colonne

En janvier 1941, et à la demande de Dungler, Kibler avait à son tour rejoint Lyon. Il y établit le PC de la *7e Colonne d'Alsace*, cours Tolstoï, dans la clinique du Dr Pujadon, pilier local de *L'Action française*. C'est aussi dans une petite chambre de cette clinique que logera la famille Dungler<sup>8</sup>.

La *7e Colonne* se mit alors également à faire passer en zone libre près de Chalons-sur-Saône des jeunes réfractaires d'Alsace et des PG évadés. Ceux qui avaient travaillé dans les usines du Reich étaient particulièrement prisés pour les renseignements économiques et industriels qu'ils pouvaient procurer. Julien, le frère de Marcel Dungler, qui était chargé de mission au consulat français de Bâle, fournira également des rapports. De même que Me **Jacques Kalb**, qui dirigeait à Lyon un service d'aide aux *Expulsés et réfugiés non-rapatribles d'Alsace et de Lorraine*, autre officine financée par Vichy.

Dungler reçut aussi le soutien du colonel Georges Groussard, 49 ans, autre cagoulard déjà mentionné, qui d'ancien chef d'état-major du général Dentz, gouverneur militaire de Paris, avait créé et commandait les *Groupes de protection*, la garde personnelle du Maréchal. Dans ses mémoires, Groussard qualifie Dungler de « *camarade alsacien* », c'est tout dire.

Il y donne aussi une autre version, plus fantasmée, de la rencontre de ce dernier avec Pétain. Pour continuer d'« *assurer ses liaisons avec ses noyaux de résistance en Alsace* », écrit-il, Dungler avait besoin « *de vêtements, de souliers et de pneus. Nous avons pu nous débrouiller en ce qui concernait habits et chaussures. Mais pour les pneus, nos efforts étaient demeurés à peu près vains. Dès le lendemain, Ménétrel entretint (donc) le Maréchal des besoins de Dungler.* » Pétain voulut alors faire sa connaissance. Dungler obtint un rendez-vous et, « *en homme qui n'a pas froid aux yeux, il indiqua au chef de l'Etat, avec force détails, l'objet de son activité. Sans sourciller, Pétain s'occupa sur le champ de lui fournir les pneus qu'il réclamait d'urgence.* »<sup>17</sup> Ces pneus étaient-ils un autre mot pour oseille ?

Une relation solide et durable s'était en tout cas nouée. « *Je venais une fois par semaine passer une journée à Vichy, raconte Dungler dans ses propres Souvenirs. Dès que j'avais quelque chose d'important, j'allais me présenter à Ménétrel, qui chaque fois me recevait immédiatement.* » L'agenda du médecin indique ainsi des rendez-vous avec lui les 4 mars et 26 avril 1941<sup>1</sup>.

**André Lavagne**, chef adjoint du cabinet civil du Maréchal, confirme ce premier versement de 500 000 F, « *que le chef de l'Etat a remis en personne* » et pris sur les fonds réservés à sa politique personnelle. Il reconnaît également avoir été le complice du Dr Ménétrel pour fournir à Dungler toutes les aides nécessaires : « *bons d'essence pour les longs voyages qu'il devait faire sans cesse à travers la France, facilités administratifs de tous ordres, etc. L'Alsacien savait qu'il pouvait s'adresser en pleine confiance à l'entourage du Maréchal.* »<sup>18</sup>

## **En lien avec d'autres réseaux**

Ainsi donc, la *7e Colonne d'Alsace* disposa-t-elle de tous les moyens nécessaires à l'extension de ses ramifications partout où il y avait des Alsaciens. Dès la fin du mois de janvier 1941, Dungler avait repris contact avec les Alsaciens restés en Dordogne. Son ami Paul Armburster, qui y possédait une propriété, l'aurait alors mis en rapport avec le colonel Passy, le patron du SR de la *France Libre* à Londres<sup>9</sup>.

Pour lui, la résistance ne pouvait se concevoir sans formation paramilitaire, ni appui de l'armée. A l'inverse des communistes, il ne tolérait aucune action terroriste, dont la population civile ferait les frais<sup>11</sup>. Son réseau, confirme Pierre Pujol, « *assurait la protection des prisonniers évadés et des jeunes Alsaciens fuyant la conscription dans l'armée allemande* ». Il transmettait des informations au maréchal Pétain, lequel les adressait ensuite, via l'amiral Leahy, l'ambassadeur des États-Unis à Vichy, au président Roosevelt<sup>10</sup>.

Un jour, Dungler aurait même fait parvenir à Pétain un rapport sur l'organisation à donner à l'Allemagne après la victoire<sup>5</sup>. « *Les Allemands vont perdre la guerre, prophétisait-il. Lorsqu'ils auront un certain nombre de revers, le régime va s'effondrer intérieurement... Il faut que nous, nous nous organisions pour remplacer les Allemands à leur effondrement par une organisation qui tiendra le pays pour éviter le jeu communiste.* »<sup>6</sup>

Bénédicte Vergez-Chaignon, l'historienne des vichysto-résistants, émet cependant des doutes sur la pertinence de l'activité de renseignement dirigée par le Dr Ménétrel. Il « *pratique, dit-elle, une collecte éperdue d'informations au moyen d'un bricolage qu'il ne domine pas vraiment. On ne peut pas parler d'un véritable SR.* »<sup>19</sup> Effectivement, le Renseignement est un métier de fins limiers qui ne s'improvise pas.

A Lyon, Dungler finit par être présenté au capitaine Henri Frenay, le fondateur du réseau *Combat*, pour discuter de la fusion éventuelle de leurs organisations respectives. « *Qui m'a présenté Paul Dungler, s'interroge Frenay ? Je ne sais plus. Mais je revois bien cet homme grand, brun, à la puissante stature. Pourquoi ne fusionnerions-nous pas ? Il ne veut pas et son argument a une certaine valeur. Son groupe n'est qu'alsacien, même pas lorrain. A ce titre, il a des problèmes spécifiques, qui seraient noyés dans un vaste mouvement. Dungler travaille en Alsace, où il se rend clandestinement. Il a établi un courrier régulier entre Mulhouse et Lyon. Il vise à rassembler les Alsaciens de toute la zone libre. Son activité est connue du maréchal Pétain et approuvée par lui.* »

« *Plusieurs entretiens ne nous ont pas mené très loin, poursuit Frenay. Un jour, cependant, comme il me faut changer de gîte, Dungler me procure une chambre à Montchat, faubourg Est de Lyon, chez des compatriotes à lui, la famille Wagner. J'y suis reçu comme un frère. On avait seulement omis de me dire que dans cette même maison, au premier étage, fonctionnait pour le réseau un poste émetteur-récepteur clandestin. J'allais cependant y vivre plusieurs semaines, sans dommage.* »<sup>20</sup>

D'aucuns prétendent que la *7e Colonne* avait également affilié le réseau de **Charles Bareiss**<sup>10</sup>. En fait, à en croire Marcel Kibler, elle n'y avait que l'un ou l'autre observateur, tenu à la plus grande prudence<sup>11</sup>. La *7e Colonne*, par contre, collaborait avec le réseau *Gilbert*, le réseau d'espionnage fondé en Suisse, en liaison avec l'*Intelligence Service* britannique, via le colonel Groussard déjà mentionné, après la dissolution en décembre 1940 à la demande des Allemands de son service de renseignement au ministère de la guerre vichyste. Outre l'Alsace, le réseau *Gilbert* couvrait la zone occupée, l'Allema-

gne, l'Italie, l'Espagne et la frontière espagnole. « En juillet 1942, il avait à son actif 30 exécutions d'Allemands et de collabos. »<sup>21</sup>

Très vite, la 7e Colonne fut également dotée de deux postes émetteurs, l'un à Lyon, l'autre à Thann<sup>11</sup>. Dans le seul département du Haut-Rhin, elle entretenait une bonne demi-douzaine de filières de passeurs.

Le premier contact avec Londres aurait été établi au début de 1941 par Julien Dungler, le frère de Paul, alors employé au consulat français de Bâle<sup>14</sup>. C'est ensuite le capitaine Fourcauld qui l'aurait poursuivi avec le colonel Passy à Londres. Le 10 juillet 1941, la 7e Colonne demandera ainsi à la RAF de détruire l'Institut St-André pour aliénés, à 1,5 km au sud de Cernay, que les Allemands venaient de convertir en centre d'instruction pour quelque 1 500 *Waffen SS*. L'objectif était facile à repérer et ne risquait pas de toucher collatéralement des civils. De plus, il n'y avait aucune DCA dans un rayon de 20 km. Mais ce bombardement n'eut jamais lieu. A la Libération, cette école put donc servir à l'instruction des nouvelles recrues de l'armée de Lattre. A également été demandée la destruction du viaduc ferroviaire de Dannemarie<sup>16</sup>. Long de quelque 500 m, celui-ci sera finalement rompu par les Allemands lors de leur retraite.

Il y eut toutefois un contre-temps. En mars 1941, la police française, perquisitionnant à son domicile lyonnais, avait trouvé chez Dungler un poste émetteur et des armes et l'avait donc inculpé. Marcel Kibler se chargea alors d'intervenir auprès du Dr Ménétrel à Vichy. Il le vit le Jeudi-Saint, qui fut leur première et unique rencontre. « *Homme sympathique, certainement honnête. Me fiant à mon instinct, j'ai tout de suite eu confiance en lui.* » S'étant fait exposer le cas, le docteur en parla aussitôt au Maréchal. Il ressortit de son bureau cinq minutes plus tard en disant : « *Vous pouvez rentrer tranquillement à Lyon. Dungler sera libre et pour qu'il ne vous arrive rien, je vais vous faire accompagner par un commissaire de police.* »

Puis la porte s'ouvrit : c'était le Maréchal en personne. Il serra la main de Kibler et lui donna ce conseil : « *Surtout ne marchez pas plus vite que la fanfare.* » Il lui offrit en outre un paquet de cigarettes orné de la francisque. A la sortie de la gare de Lyon, Kibler sera effectivement accueilli par sa femme et Dungler, libre<sup>11</sup>.

## La lettre au Maréchal

Deux mois plus tard, le 30 mai 1941, de Lyon, Dungler écrivait au Maréchal pour s'inquiéter (comme **Joseph Rossé** d'ailleurs) des concessions que l'amiral Darlan, chef du gouvernement, s'appêtait à faire aux Allemands en vue d'alléger le fardeau des clauses de la convention d'armistice.

« *Monsieur le Maréchal, énonce-t-il dans cette lettre, mes compatriotes restés en Alsace me chargent de vous dire qu'ils ne reconnaissent à aucun Laval ou Darlan le droit de disposer d'eux et de vous transmettre leur volonté de rester français. Ils n'admettent pas d'être la monnaie d'échange contre quelques vagues facilités accordées passagèrement par l'ennemi héréditaire ou pour le retour de quelques prisonniers. Mes compatriotes sont outrés de constater avec quelle légèreté certains Français croient aux promesses fallacieuses des dirigeants allemands, comme ils oublient toutes les leçons de l'histoire et spécialement celles des dernières années.* »

Dungler y ajouta des considérations sur l'état d'esprit des Allemands : « *De nombreuses lézardes apparaissent à l'observateur averti sur la belle façade allemande. Aussi incroyable que cela puisse paraître, une partie de plus en plus grande de la population allemande souhaite actuellement une victoire anglaise, qu'elle considère comme le seul moyen de se débarrasser du régime nazi... Tout cela, mes compatriotes restés là-bas le savent. Ils savent qu'ils ne s'adressent pas en vain à leur Chef vénéré (Pétain). Ils le prient de croire que toutes les espérances et toute leur confiance reposent sur lui. Ils sont certains que jamais il ne consentira à l'abandon d'une parcelle du territoire national et tout spécialement de celles qui sont plus françaises que les autres.* »<sup>13</sup>

En mars 1942, une nouvelle étape est franchie : Dungler (alias Adalbert ou capitaine Schneider) et Kibler (commandant Marceau) mettent en place à Couzon-au-Mont-d'Or, au nord de Lyon, sur la rive droite de la Saône, le *Comité directeur de la résistance alsacienne*. Autrement dit, son état-major. C'est le signe que la 7<sup>e</sup> Colonne pouvait désormais parler pour toute l'Alsace. Y siégeaient également le lieutenant Laurent, un certain E. Georges, industriel de *Manurhin* (pour les liens avec la Suisse) ainsi que le capitaine d'Ornant, qui faisait la jonction avec l'état-major de l'Armée de l'armistice. Outre le renseignement et le passage, il s'agissait aussi de préparer la libération par des dispositions d'ordre militaire et de reprise en main administrative. A son tour, ce comité put bientôt s'installer à Lyon, cours Tolstoï, dans la clinique du Dr Pujadon, ami de Dungler<sup>6</sup>.

En avril 1942, la filière de passeurs dirigée par Paul Winter réussit son coup de maître : l'exfiltration jusqu'en Suisse du général Giraud, que l'état-major de l'Armée de l'armistice avait aidé à s'évader de la forteresse de Königstein pour pouvoir lui confier le commandement des forces françaises terrestres en cas de débarquement allié en France<sup>22</sup>. René Ortlieb, hôtelier à Thann, en a été l'avant-dernier relais alsacien. C'est dans sa voiture en effet qu'il conduisit l'évadé de Mulhouse à Liebsdorf, à l'extrémité du Sundgau, où il avait une chasse. Un paysan du réseau lui fit ensuite passer la frontière suisse. Julien Dungler, le frère de Paul, le prenant ensuite en charge à partir de Porrentruy. De là, le général Giraud put rejoindre Vichy et se mettre à la disposition du maréchal Pétain.

En mai 1942, Dungler rédige un memorandum à l'intention du Maréchal. Il y rappelle l'action matérielle et surtout psychologique de sa « septième colonne », qui a redressé l'esprit de la masse alsacienne dans le sens du « maréchalisme ». Il y rappelle son combat des années vingt et trente contre l'autonomisme et « le populaire » (« la vague rouge ») et revendique « formellement la direction de la nouvelle province française d'Alsace pour le lendemain de sa libération. »<sup>23</sup>

En juin, le général Giraud a l'occasion de le remercier de l'aide que venait de lui apporter son réseau, lors d'une rencontre à Lyon Ste-Croix que leur avait ménagée le commandant François de Linarès, chef d'état-major du gouverneur militaire de Lyon<sup>5</sup>. Dungler lui exposa alors le mode opératoire de son organisation, si bien que le général exprima aussitôt le souhait de le voir s'étendre en zone non-occupée dans tous les milieux alsaciens<sup>7</sup>.

Giraud l'aurait ensuite critiqué pour son combat « politique ». Mais Dungler aurait alors eu cette réplique prophétique : « Non seulement la question politique a son importance, mais elle est cent fois plus importante que la question militaire. Avec des pensées creuses ou remplies de vent, le Machiavel de Londres (de Gaulle) ne fera qu'une bouchée de vous, s'il vient à s'opposer à vous ! »<sup>14</sup>

Dungler aurait alors également mis ses correspondants en Alsace en garde contre le gaullisme, leur rappelant qu'une des conditions du salut était la fidélité au maréchal Pétain<sup>10</sup>. Le chef de l'Etat français restait en effet son interlocuteur privilégié. Au printemps 1943, c'est lui qu'il implorera afin d'obtenir la grâce de la douzaine de résistants alsaciens du réseau **Bareiss**, que les Allemands venaient de condamner à mort<sup>13</sup>.

L'on ne s'étonnera donc pas que Dungler (ainsi que Gabriel Jeantet d'ailleurs) ait été décoré de la francisque<sup>24</sup>. « Jusqu'à mon arrestation le 29 février 1944, dira le récipiendaire, le Maréchal Pétain a toujours financé mes opérations. »<sup>3</sup> (à suivre)

**Jean-Claude STREICHER (21 juillet 2024)**

(1) Bénédicte Vergez-Chaignon : « *Les Vichysto-résistants de 1940 à nos jours* », Perrin, 208, 775 p. (2) Jacques-Yves Mulliez : « *Ma guerre secrète. Résistance, pétainisme et presse clandestine* », Les Lumières de Lille, 2010, 188 p. (3) André Guérin : « *Chronique de la Résistance* », Omnibus, 2000, 1806 p. (4) Fernand L'Huilier : « *Libération de l'Alsace* », Hachette Littérature, 1975, p. 39-41. (5) Gabriel Jeantet : « *Pétain contre Hitler* », La Table ronde, 1966, 338 p. (6) Jean Eschbach : « *Au cœur de la Résistance alsacienne. Le combat de Paul Dungler* », JD Bentzinger, éditeur, 332 p. Le père de Jean Eschbach était le compagnon et l'ami de Paul Dungler. Il commanda la Brigade Rivière lors des combats pour la libération de l'Alsace.

(7) Général Roidot : « *La résistance militaire en Alsace (1940-1944)* » (conférence). Le général de corps d'armée Roidot était de la promotion Maréchal Pétain d'octobre 1942 de l'École spéciale militaire de St-Cyr, alors repliée à Aix-en-Provence. Il avait rejoint l'ORA (*Organisation de résistance de l'armée* de l'armistice) en novembre 1942, donc dès l'occupation de la zone sud par l'armée allemande et dès la dissolution de la dite Armée de l'armistice. Il participe ensuite aux combats de la libération du Cher et des poches allemandes de l'Atlantique, puis à la campagne d'Allemagne. Commandeur de la Légion d'honneur et grand croix de l'Ordre national du mérite, vice-président délégué de l'*Amicale des Anciens de l'ORA*, il est décédé en janvier 2010 à l'âge de 88 ans.

(8) Charles Béné : « *L'Alsace dans les griffes nazies* », Raon-L'Etape, 1973, t. 2. (9) Jacques Laurent, avec la collaboration de Gabriel Jeantet : « *Année 40, Londres, De Gaulle, Vichy* », La Table Ronde, 1965, chapitre 81 : « *La 7e Colonne d'Alsace, récit de Paul Dungler* », p. 396-404. (10) Pierre Pujo, *L'Action Française*, 19 juin 2003, d'après Jean Eschbach, *ibidem*. (11) « *Marcel Kibler, alias commandant Marceau, raconte la résistance alsacienne. Propos recueillis par André Simon* », JD Bentzinger Editeur, Colmar, 2008. (12) Henri Noguères : « *Histoire de la résistance en France (juin 1940-juin 1941)* », Robert Laffont, 1967, p. 125, 198-200, 224, 306-307. (13) Bernard Reumaux : « *Qui était Paul Dungler ?* », *Saisons d'Alsace* n° 114, p. 219-227. Ed. La Nuée Bleue, Strasbourg, hiver 1991-1992 ; et in « *Alsace, la grande encyclopédie des années de guerre* », Ed. de la Nuée bleue, p. 611-619. (14) Frère Thomas, de Notre-Dame du Perpétuel Secours, « *Il est ressuscité !* », n° 36, juillet 2005, p. 23-24. (15) Jean-Raymond Tournoux : « *L'Histoire secrète* », Ed. de Cémille, Genève, 1973, reprise de Plon, 1973, p. 133. (16) Pierre Péan : « *Une jeunesse française, François Mitterrand, 1934-1947* », Fayard, 1994, 616 p. (17) Georges A. Groussard : « *Service secret, 1940-1945* », La Table Ronde, 1964, p. 481-482. (18) Louis Cernay : « *Le Maréchal Pétain, l'Alsace et la Lorraine, Faits et documents, 1940-1944* », Paris, Les Îles d'or, 1955, 177 p. (19) Bénédicte Vergez-Chaignon : « *Le docteur Ménétrel, éminence grise et confident du maréchal Pétain* », Perrin, 2001, p. 124. (20) Henri Frenay : « *La nuit finira, Mémoires de Résistance, 1940-1943* », t. 1, Livre de poche n° 4051, 1974, p. 192-193. (21) Philip-John Stead : « *Le 2e bureau sous l'occupation* », Fayard, 1966, p. 86-87. (22) Sur l'organisation de cette évasion par Vichy, on lira du général Mast : « *Histoire d'une rébellion* », Le Club du nouveau livre d'histoire, Paris, 1969, p. 24-26. (23) Fernand L'Huillier : « *Libération de l'Alsace* », Hachette Littérature, 1975, p. 155-156. (24) Notice Wikipedia sur l'ordre de la francisque.

